

LesDaltons

L'économie sociale et solidaire hors la loi
Quels projets politiques pour l'économie sociale et solidaire?

XXIII Rencontres du Riuess à Metz

Intention de communication.
Axe 4

Pour un troisième pilier économique.

Aussi longtemps que l'économie sociale et solidaire devra se définir à travers ses statuts d'entreprises, on ne parlera pas d'une économie « alternative » à l'économie de marché dominante. Par contre, si elle se définit à travers son ambition économique, alors un nouveau cadre juridique deviendrait possible. Ce cadre est nécessaire au déploiement d'activités nouvelles ne cherchant pas leur seule valorisation à travers les mécanismes du marché, mais à travers les besoins des citoyens. Donc, plutôt que chercher à développer un espace pour l'ESS à l'intérieur du cadre légal de l'économie de marché, il faudrait arriver à définir un nouvel espace juridique à la hauteur des ambitions citoyennes. Un cadre juridique autonome. Nous devons partir d'une manière radicale des besoins des personnes pour pouvoir décrire cette « économie alternative » et non pas partir de la conception de l'entreprise classique. Celle-ci ne nous mènerait qu'à la conception d'une « entreprise alternative » qui serait l'appendice de l'économie dominante.

Dans cet ordre d'idées, le rôle de l'Etat en tant qu'autorité démocratique est primordiale. Dans un premier temps, en tant que législateur et responsable de la confection des lois qui permettent l'existence d'une économie alternative. Ceci, en étant conscient également de son action économique basée sur la notion de bien public, qui est différente des mécanismes régulant l'économie marchande capitaliste. Nous serions ainsi en face de trois piliers économiques bien distincts servant notre vie d'ensemble. Le privé, le public et l'altruiste.

En effet, le couple moderne Etat-économie privée prend ses racines au 18^{ième} siècle et se définit comme un système où l'économie privée est créatrice de richesses et l'Etat, en ponctuant sur ces richesses créées, assume le rôle de redistributeur pour servir l'intérêt général et la cohésion sociale. A la fin du 20^{ième} siècle, le courant néolibéral s'est installé avec tous les dommages collatéraux qu'il entraîne et a fait de l'Etat son serviteur. Dans une telle constellation, l'ESS doit d'abord se défaire de son rôle de suppléant de l'Etat, ce qu'elle est maintenant. Par contre, elle doit avancer dans une logique de revendication démocratique, de se proposer comme un acteur à part entière, légitime, innovant surtout, servant l'intérêt général. Toutefois, comme le couple Etat-économie privée domine l'organisation démocratique avec des rôles bien définis, ce couple ne voudra pas changer son agir et n'acceptera donc pas qu'un troisième type d'acteurs vienne troubler son jeu d'ensemble. En faisant ce constat, l'ESS n'aura pas d'autre choix que de continuer à endosser le rôle d'un acteur inoffensif, servant de régulateur pour la cohésion sociale et de se faire subventionner par l'Etat pour ces missions. Également, l'ESS devra continuer à rester active dans des secteurs économiques délaissés par l'économie privée, faute d'intérêt lié à la (non-) lucrativité. Pour garder ce statut quo, le couple Etat-économie privée, qui finance et tolère ce jeu d'ensemble, laissera s'enraciner ce principe pour garantir sa propre subsistance. Cette particularité force l'ESS in fine à monter des projets en employant inéluctablement des stratégies subversives, si elle veut poursuivre des pistes « alternatives ». Ainsi, l'ESS hors la loi, repose également la question des rapports de pouvoir dans sa démarche d'un entreprendre autrement. Cette analyse de la situation de l'ESS est en partie retraçable en se référant à l'étude « Caractériser les dynamiques de l'ESS au Luxembourg : Discours, pratiques et perspectives (2022) » réalisé par Melaine Cervera et Vincent Lhouiller et qui mettent en avant la sociologie des absences et des émergences pour illustrer leurs propos.

Si l'ONU et l'OIT ont livré une définition de l'ESS qui est acceptée par une grande majorité des parties concernées, elle énonce cinq principes fondamentaux: la primauté de la personne, la lucrativité limitée, le caractère démocratique, la propriété collective et l'activité en faveur de la communauté, il est proposé ici de réduire ces principes fondamentaux à trois, en gardant le

caractère démocratique et l'activité en faveur de la communauté, mais en changeant la lucrativité limitée en une non-lucrativité institutionnalisée. Plus pertinente que la discussion sur les statuts pour caractériser l'ESS serait alors sa gouvernance démocratique, son action en faveur de la communauté et sa non-lucrativité. L'association sans but lucratif, dotée de règles lui permettant l'échange et le partage, même dans des domaines réservés jusqu'à présent à l'économie dominante, serait un dispositif adéquat. En ce sens, ne construisons pas des entreprises sociales, mais construisons des associations d'intérêt collectif. Au Luxembourg, un projet de statut d'une nouvelle forme d'entreprise solidaire, l'association d'intérêt collectif, existe depuis une quinzaine d'années, l'ambition étant de l'inscrire dans la loi.

Autrement dit, ne faut-il pas favoriser le binarisme lucratif/non lucratif, que David Hiez considère comme un frein à l'originalité des entreprises de l'ESS (Guide pour la rédaction d'un droit de l'ESS, 2021) pour pouvoir construire une vraie alternative à l'économie dominante ? Par conséquent, ne faudrait-il pas plutôt, en considérant la distinction entre les dimensions « économie » et « entreprise », rattacher l'ESS, voulant faire partie du marché, à la périphérie de l'économie dominante et revendiquer un espace économique nouveau à toute forme de l'entreprendre associatif. Si l'ESS reste ainsi bien prisonnière de l'économie de marché, la nouvelle économie alternative se situera dans l'économie des besoins. Dans cet ordre d'idées, mentionnant un bon mot que Jean-Louis Laville cite dans « L'économie solidaire en mouvement (2022) » : Les coopératives voulaient changer le marché, en fait c'est le marché qui a changé les coopératives. De ce point de vue, et en se référant à la genèse de l'économie solidaire moderne avec les mouvements associatifs de la Commune de Paris, ne serait-il pas intéressant d'explorer sa future évolution à travers un autre mouvement issue des innovations de cette période qu'est l'autogestion. Oser imaginer que le couple Etat-Privé soit complété par l'économie des besoins sous la forme d'« entrepreneuriat autogestionnaire sans but de lucre » pour représenter un idéal tripartite à atteindre. L'ex-Yougoslavie, par exemple, peut servir de modèle indicatif, pour nous aider à avancer vers cet imaginaire possible.